

Le chemin ardu des petits changements de pouvoir

Encore des publications sur le « genre » ! Ne sommes-nous pas fatigués du fastidieux débat sur l'égalité des sexes, de ce travail ingrat et laborieux dont les fruits sont si souvent compromis par des revers et des répercussions insoupçonnés ? Vivement, un nouveau sujet de discussion !

Stop. Nous ne parlons pas ici de succès rapides étayés par des chiffres de monitoring. Le chemin de l'égalité est en effet un processus très lent, qui passe par la transformation de la société et par l'autonomisation des personnes défavorisées. Un processus qui demande du temps et de la patience. Au niveau politique, quelques objectifs partiels ont déjà été réalisés avec la mise en place de conditions cadres légales ad hoc. Mais la mise en œuvre de l'égalité continue de se heurter à des résistances.

Aujourd'hui, après trente ans de discussion sur la perspective genre, le constat suivant s'impose : l'égalité ne peut être réalisée que si le développement de la société se fonde sur une approche respectueuse des droits de l'homme et si les femmes et les hommes sont reconnus politiquement comme des acteurs individuels. Les femmes et les hommes doivent avoir des droits en matière de ressources et surtout des moyens de faire valoir et de valoriser ces droits. C'est ce que confirme l'article « Deve-

loping Gender, Transforming Development » de Sabin Bieri, qui analyse en profondeur la transformation du débat sur le genre. Sa contribution scientifique décrit la lente approche de cette problématique complexe et l'évolution des conditions cadres dans le sillage de la libéralisation et la globalisation. L'auteure relève notamment que les instruments usuels du « gender mainstreaming » recèlent le danger d'une analyse et d'une mise en œuvre superficielles. A son avis, il est indispensable de mieux comprendre les conditions locales, ainsi que les corrélations et les interactions plus globales.

Les « Learning Studies and Lessons from Asia », tirées de six projets d'action-recherche du Centre de Recherches pour le Développement International (CRDI) contribuent à cette meilleure compréhension. Prenons l'exemple de la Chine. Depuis la libéralisation de son économie et son entrée dans l'Organisation mondiale du commerce, la Chine vit de profonds changements économiques et sociétaux, avec des effets correspondants sur l'environnement. Dans les trois provinces de Guangxi, Anhui et Qinghai, on assiste à la



Les femmes sont des utilisatrices clé au Népal, mais les institutions forestières y sont dominées par les hommes. Les efforts pour arriver à l'égalité entre hommes et femmes ne doivent donc pas s'arrêter aux projets : il faut les étendre au niveau des institutions.

Photo : Susanne Wymann

Article de fond

Le chemin ardu des petits changements de pouvoir 1

Politique

Le développement rural passe par la coopération avec le secteur privé 3

Payer c'est bien, contrôler c'est mieux 3

Le savoir paysan sur la touche 4

La production animale industrialisée a le vent en poupe 4

Mise en œuvre

Demandes de financement pour des projets auprès du FEM : un guide simple pour les ONG 5

La culture de coton biologique expliquée simplement 5

Le rôle des produits forestiers non ligneux dans la lutte contre la pauvreté 6

Exploiter durablement les terrains en colline 7

La gestion communautaire n'est pas toujours synonyme d'équité 7

Adaptation du secteur forestier au changement climatique 8

Article de fond

féménisation croissante de l'agriculture, car les hommes sont de plus en plus nombreux à quitter la campagne pour chercher du travail dans les régions urbaines à l'économie dynamique. Un projet de culture de plantes, mettant à profit le savoir et le savoir-faire féminins, a permis de renforcer les femmes et leur a ouvert de nouvelles possibilités économiques.

Toutefois, une analyse approfondie de la situation sociale, économique et historique des femmes et des hommes, comme l'ont faite ces études d'action-recherche, ne suffit pas à opérer un changement durable. Dans leur rapport « Empowered Women and the Men behind Them », Jeannette Gurung et Kanchan Lama décrivent la lente institutionnalisation de la perspective genre dans le cadre d'un programme forestier au Népal, un processus qui s'est étalé sur neuf ans. L'approche initialement « technique » du projet, basée sur le profil professionnel de l'ingénieur forestier, s'est progressivement transformée en une approche participative et d'autonomisation, qui a généré des changements durables au niveau de la société, de l'écologie et des institutions.

Ces exemples montrent qu'il vaut la peine de consentir des efforts de plus longue haleine, à même de contribuer

à une réelle transformation de la société. Or celle-ci se manifeste le plus souvent non par des innovations spectaculaires mais par de petits progrès, difficiles à quantifier – p. ex. un changement dans la perception des rôles des femmes et des hommes.

SOURCES

Developing Gender, Transforming Development: Epistemic Shifts in Gender and Development Discourse over 30 Years. Sabin Bieri. pp. 59 – 88 In: *Gender and Sustainable Development: Case Studies from NCCR North-South.* Smita Premchander and Christine Müller (eds). perspectives Volume 2. Bern, Switzerland. 2006. www.nccr-north-south.unibe.ch

Social and Gender Analysis in Natural Resource Management: Learning Studies and Lessons from Asia. Ronnie Vernooij (ed.). Sage India/CAP/IDRC. 2006. 250 p. www.idrc.ca/en/ev-91907-201-1-DO_TOPIC.html

Empowered Women and the Men behind Them: A Study of Change within the HMG/IFAD Hills Leasehold Forestry and Forage Development Project in Nepal.

Jeannette D. Gurung with Kanchan Lama. 19 p. www.wocan.org/pub1.doc

Le développement rural passe par la coopération avec le secteur privé

Depuis des années, des gouvernements et des organisations donatrices financent la recherche agricole publique en faveur du développement rural en Amérique latine. Mais les applications qui en résultent n'atteignent souvent pas les petits paysans. Ou lorsqu'elles les atteignent, elles tendent plus à cimenter la production à petite échelle, axée sur la subsistance, qu'à ouvrir aux paysans des perspectives commerciales. D'un autre côté, la contribution précieuse que le secteur privé pourrait apporter au développement agricole n'est pas suffisamment prise en compte. On constate même une polarisation entre agriculture de subsistance et production agricole commerciale.

Pour changer la situation, les auteurs proposent de multiplier les partenariats entre acteurs privés et publics. Les gouvernements et les organisations donatrices devraient revoir radicalement leur façon de penser et aménager le finance-

ment de projets de manière plus flexible afin que les entreprises privées y trouvent aussi une place. Par ailleurs, le soutien à l'innovation agricole devrait passer non seulement par le développement de technologies pour les pauvres producteurs de subsistance mais aussi et plus que maintenant par une promotion économique orientée vers la demande. De leur côté, les entreprises privées devraient s'ouvrir et être prêtes à coopérer avec de nouveaux acteurs.

SOURCE

Agricultural Innovation in Latin America. Understanding the Private Sector's Role. Carlos Pomareda and Frank Hartwich. International Food Policy Research Institute, 2006. 6 p. www.ifpri.org/pubs/ib/ib42.pdf

Payer c'est bien, contrôler c'est mieux

Quatre cas concrets à l'appui, cette étude explique pourquoi le paiement pour services environnementaux forestiers n'a eu que peu de succès jusqu'ici au Vietnam. Les auteurs se fondent pour cela sur le cadre légal actuel de ce pays, ses ressources forestières et ses programmes nationaux de paiement pour services environnementaux (PSE).

Les principales raisons pour le manque de succès des initiatives PSE sont les suivantes :

- les portions de forêt allouées aux ménages sont trop petites, et encore ne s'agit-il pas de forêts intéressantes pour les services environnementaux ;
- l'absence d'une vraie conditionnalité et
- le faible montant des rétributions.

Traditionnellement, l'Etat du Vietnam contrôle fermement les terres afin de garantir une exploitation qui corresponde à ses besoins et à ses intérêts. Le fait qu'il utilise des PSE comme instrument supplémentaire pour dicter et contrôler cette exploitation reflète bien son scepti-

cisme à l'égard des instruments de marché pour la gestion de l'environnement. Dans certains cas, les PSE ne sont en fin de compte qu'une forme de rétribution pour des prestations de garde-forestiers ou alors des contributions de soutien inconditionnelles.

Les auteurs décrivent des facteurs possibles de changement mais arrivent à la conclusion que pour le moment, mieux vaut investir des mesures d'incitation économique dans le système existant que d'essayer de développer des systèmes ambitieux de PSE.

SOURCE

Payment is good, control is better. Sven Wunder, Bui Dung The, Enrique Ibarra. CIFOR, 2005. 61 p. www.cifor.cgiar.org/publications/pdf_files/Books/Payment_is_good.pdf

Le savoir paysan sur la touche

« Lorsque la technologie scientifique et le savoir traditionnel entrent en contact, le savoir traditionnel est généralement balayé » (cit. trad.) constate Ben Twinomugisha, membre du réseau de développement des associations de volontaires indigènes en Ouganda. Pour illustrer son propos, Twinomugisha prend l'exemple de la politique nationale en matière de climat. Le gouvernement ougandais a signé des conventions climatiques internationales contraignantes et adapté son programme de développement national aux résultats scientifiques les plus récents. Mais sans consulter la population.

La politique agricole actuelle de ce pays africain favorise très nettement les semences génétiquement modifiées afin de contrer les risques climatiques. Le savoir indigène sur la gestion des périodes de sécheresse, transmis de génération en génération, est laissé sur la touche. C'est seulement dans le domaine des semences que les multinationales biotech s'intéressent à ce savoir : elles se servent copieusement dans le réservoir des semences indigènes pour développer de nouvelles sortes qu'elles

revendent ensuite aux populations rurales. Les anciennes sortes et le savoir sur ces sortes disparaissent inéluctablement. Ce qui reste, c'est un rapport de dépendance et des technologies étrangères que seuls les privilégiés peuvent s'offrir. Twinomugisha ne nie pas que le changement climatique constitue un défi supplémentaire. Mais il revendique des instruments qui permettent à la population de développer ses propres connaissances, compétences et techniques. La science et la politique devraient servir cette cause et la soutenir, au lieu d'appliquer des modèles interventionnistes de développement.

SOURCE

Indigenous adaptation. Ben Twinomugisha. In: Tiempo. A bulletin on climate and development. Issue 57. October 2005. pp. 6 – 8. www.tiempocyberclimate.org/portal/archive/pdf/tiempo57low.pdf

La production animale industrialisée a le vent en poupe

La production globale de viande a presque doublé entre 1980 et 2004. La majeure partie de cette croissance a eu lieu dans les pays en développement. Selon un rapport de la FAO, ces pays produisent déjà plus de la moitié de la viande à l'échelle mondiale. Autrefois, la viande des pays en développement provenait essentiellement de bœufs et d'autres ruminants herbivores élevés dans des exploitations traditionnelles mixtes. Aujourd'hui, il s'agit surtout de viande de porc et de volaille, provenant de grandes entreprises industrielles à proximité des villes, où les bêtes sont engraisées à renfort d'aliments concentrés.

Selon le rapport, les déchets produits par ces grandes entreprises polluent gravement le sol et l'eau et constituent une menace pour la biodiversité et finalement pour la santé. D'où la nécessité de régler la production animale intensive au moyen de dispositifs politiques effi-

caces. Des impôts élevés pourraient dissuader ces entreprises de s'implanter dans des régions sensibles, proches des villes. D'un autre côté, une bonne infrastructure pour la production animale pourrait attirer des engraisseurs dans des régions appropriées. Finalement, l'Etat devrait imposer des normes plus sévères en matière de protection de l'environnement et promouvoir de manière ciblée les systèmes de production plus durables.

SOURCE

Pollution from industrialized livestock production. Livestock Policy Brief 02. FAO. 2006. 8 p. www.fao.org/ag/AGAinfo/resources/documents/pol-briefs/02/EN/AGA02_EN_08.pdf

Demandes de financement pour des projets auprès du FEM : un guide simple pour les ONG

En raison de leur proximité avec les communautés locales, les ONG jouent un rôle central dans le domaine de l'exploitation durable et la protection de biens environnementaux globaux, non seulement au niveau des projets mais aussi au niveau de l'aménagement des politiques. Mais obtenir des fonds est difficile, surtout pour des projets qui visent plus loin que la défense d'intérêts locaux. Le Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM) permet aux ONG de financer des projets propres, surtout dans le cadre du programme de micro-financements. Pour les projets de grande taille ou détaille moyenne, les ONG officient souvent comme partenaires locaux d'agences de mise en œuvre et d'exécution. Plusieurs ONG ont rédigé ensemble un vade-mecum qui explique comment fonctionne le FEM, ses structures matérielles et organisationnelles, et – en 2^e partie – comment demander des fonds avec les meilleures chances de succès.

Récemment, le FEM a lui-même publié un guide expliquant comment faire des propositions de projet se référant à un nouveau domaine d'action lancé en 2003 : « Gestion durable des sols ».

SOURCES

The A-Z of the GEF: An NGO Guide to Participation in the GEF. Lilliana Hisasis. 2005. 143 p.
www.gefweb.org/Partners/partners-Nongovernmental_Organ/ngo_guide/ngo_guide.html

Land Degradation and the GEF. A Guide to Developing Project Proposals and Accessing Project Funding from the Global Environment Facility for Sustainable Land Management. Robert C. Gustafson. Nairobi. 2005. 101 p.
www.gefweb.org/projects/Focal_Areas/land/documents/GuidelinesOP15Eng.pdf

La culture de coton biologique expliquée simplement

Le passage de l'agriculture conventionnelle à l'agriculture biologique peut contribuer à réduire la pauvreté et à ménager les ressources naturelles. Mais pour que l'agriculture biologique produise ces effets positifs, un service complet de vulgarisation est nécessaire.

Se fondant sur des travaux de recherche menés en Inde et des expériences d'autres projets, l'Institut de recherche de l'agriculture biologique en Suisse a développé une « boîte d'outils » sur la culture de coton biologique dans les Tropiques. Celle-ci donne aux conseillers et aux petits paysans des informations pratiques sur les aspects techniques, économiques et organisationnels de cette culture. La pièce centrale de la documentation est l'« Organic Cotton Crop Guide », qui informe en détail sur le choix des espèces, le traitement du sol, les maladies, les fertilisants, la gestion de l'eau, les récoltes, la transformation, ainsi que sur des aspects d'économie d'entreprise. Richement illus-

tré, le guide donne de nombreuses idées et aides à la décision. La boîte comprend encore du matériel de cours pour les conseillers, avec des résumés des points les plus importants, des propositions didactiques et des transparents. Un cours traite plus spécialement de la fertilité du sol. Finalement, un manuel destiné aux responsables de projets aide ceux-ci à développer et à gérer des projets de coton biologique avec des petits paysans.

SOURCE

Producing Organic Cotton: A Toolkit. Crop guide, Project guide, Extension tools. Frank Eyhorn.
 Research Institute of Organic Agriculture (FiBL). 2005.
www.fibl.org/english/cooperation/projects/organiccotton2.php#extension

Le rôle des produits forestiers non ligneux dans la lutte contre la pauvreté

Les produits forestiers non ligneux (PFNL) sont des produits autres que le bois issus de la forêt. Les populations tributaires de la forêt les utilisent entre autres pour leur alimentation, en particulier dans les périodes creuses, et peuvent parfois en tirer des revenus monétaires. Cette exploitation favorise leur volonté de conserver les écosystèmes forestiers, mais peut aussi représenter une menace pour certaines espèces. Sur le plan social, selon le segment socio-économique qui profite des bénéfices des PFNL, leur utilisation peut devenir source de tensions et de luttes de pouvoir.

Un atelier tenu à Berne en 2005 et la publication qui en découle tentent de faire le point sur le rôle que les PFNL peuvent jouer pour une réduction de la pauvreté.

Selon des études de cas, il apparaît crucial en matière d'aide au développement de comprendre les contextes

locaux pour savoir quand et comment les plus démunis peuvent tirer un bénéfice tangible et équitable des PFNL. Car ce n'est pas automatiquement le cas.

La dévolution de la gestion des forêts aux populations riveraines, la transformation locale des produits, ainsi que la présence de marchés à proximité semblent être les principales pistes menant à de meilleurs bénéfices pour les collecteurs et les ménages vivant près de la forêt.

SOURCE

Non-timber forest products between poverty alleviation and market forces. Ed. Jean-Laurent Pfund and Patrick Robinson. Intercooperation, SDC, seco, 2006. 50 p. www.intercooperation.ch/offers/download/NTFP-poverty-alleviation-market-forces.pdf



Le savoir traditionnel devrait être le point de départ pour la création de modèles de production durable; ceci ne veut pas dire qu'il n'est pas nécessaire de poursuivre des recherches scientifiques sur quelques espèces importantes (ici : un baobab).

Photo : Jean-Pierre Sorg

Exploiter durablement les terrains en colline

Pour les paysans qui vivent dans les régions marginales de collines du sud-est asiatique, il n'est pas facile de trouver des sources de revenus durables. Une des raisons en est l'érosion rampante des sols. Le projet « Asialand » a tenté de promouvoir des technologies de conservation adaptées à ce type de paysage avec des méthodes participatives. Des paysans de Malaisie, Thaïlande, Laos, Vietnam, Indonésie, Philippines et Chine ont été invités à participer à des séances d'information et des formations. Par ailleurs, le projet a établi des relations étroites entre les institutions de recherche et de conseil et a instruit leurs collaborateurs en matière de développement participatif et de diffusion des technologies.

L'évaluation de la dernière phase du projet arrive à des résultats positifs. La mise en place d'entreprises pilotes, les « Conservation Farming Villages » s'est avérée particulièrement probante. Dans ces « villages », les paysans ont pu étudier et tester différentes techniques de conservation du

sol. En outre, plusieurs paysans ont été formés en tant que conseillers. Ces initiatives et d'autres encore ont incité de nombreux paysans à adopter ces techniques avec, à la clé, une amélioration de leurs conditions de vie. Alors que le principe de l'exploitation durable du sol a été bien accueilli par les paysans, son ancrage au niveau politique n'a pas encore beaucoup progressé.

SOURCE

Performance Evaluation and Impact Assessment of the ASIALAND Network: Management of Sloping Lands for Sustainable Agriculture Project. Phase 5 (2001–2004). A.R. Maglinao, D.O. Manzanilla, and S. Chandrapatya. Submitted to the Swiss Agency for Development and Cooperation (SDC) and the International Water Management Institute (IWMI), November 2005. 115 p. www.iwmi.cgiar.org/pubs/Other_Publications/index.htm



Echange de connaissances, d'expériences et d'idées entre le chercheur, le vulgarisateur et les paysans sur la culture en bandes suivant les courbes de niveau, testée par les paysans eux-mêmes (province de Phitsanulok).

Photo : Suraphol Chandrapatya

La gestion communautaire n'est pas toujours synonyme d'équité

Les approches de gestion communautaire des ressources naturelles (CBNRM) sont en principe censées avoir une influence positive en termes de réduction de la pauvreté et de développement durable et équitable. L'ouvrage passe en revue diverses initiatives de CBNRM menées dans plusieurs pays d'Asie (Cambodge, Chine, Inde, Indonésie, Laos, Népal, Philippines, Thaïlande et Vietnam), en se focalisant sur leur contribution potentielle à l'équité.

Parmi les leçons à tirer de cette analyse intéressante, il y a la suivante : quand on emploie une approche CBNRM, il est nécessaire, d'une part, de clarifier quels sont les domaines et les groupes entre lesquels il faut réussir à établir l'équité et de l'autre, d'étudier les critères de référence (les processus pour déterminer « ce qui est équitable », les droits déterminés par le contexte culturel et social). Une autre leçon importante est que nous devons peut-être accepter un compromis entre une distribution équitable et une meilleure gestion des ressources.

Les auteurs concluent que l'iniquité ne disparaît pas automatiquement, à moins que la société soit mise au défi de changer et qu'elle soit désireuse de le faire. La gestion communautaire de ressources naturelles n'aura pas forcément pour effet de sortir la population de la pauvreté mais elle peut améliorer et étendre les droits d'utilisation pour les pauvres. Dans certains cas, il s'avère que la CBNRM peut déboucher sur une forme d'action sociale qui traite de questions comme la gouvernance et la démocratie et qui va donc bien au-delà de la gestion des ressources naturelles.

SOURCE

Hanging in the Balance: Equity in Community-Based Natural Resource Management in Asia. Ed. Sango Mahanty [et al...]. RECOFTC, 2006. 222 p. www.eastwestcenter.org/res-rp-publicationdetails.asp?pub_ID=1972

Adaptation du secteur forestier au changement climatique

Pour s'assurer de l'adaptation à long terme, les projets qui tendent à décroître la vulnérabilité au changement climatique devraient être promus dans les politiques nationales de développement. C'est à ce processus que s'intéresse le présent document, en mettant l'accent sur les écosystèmes forestiers et les groupes sociaux qui en dépendent.

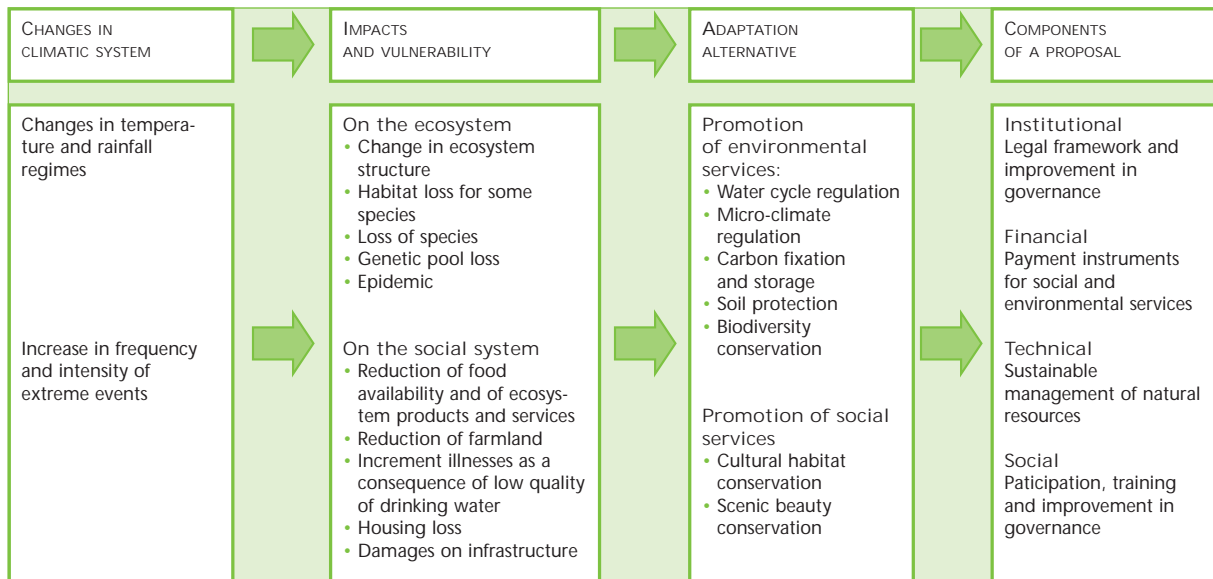
L'existence d'une articulation entre les politiques internationale, nationale et locale est une condition préalable à la mise en œuvre d'un projet. Partant du contexte politique international du changement climatique et de l'explication scientifique de ce dernier, les auteurs en analysent ensuite les impacts positifs et négatifs sur les écosystèmes forestiers. Les méthodes d'analyse de cette vulnérabilité sont basées dans les domaines de l'écologie, des sciences forestières, de la météorologie, des sciences économiques et sociales. La définition du projet résoudra par exemple les questions de qui

sont les groupes affectés par les impacts du changement climatique, dans quel écosystème forestier et quel périmètre géographique, qui représente les institutions, quels mécanismes sont à disposition pour garantir la participation ?

Cet ouvrage constitue un instrument utile pour les décideurs nationaux et locaux à chaque étape de la définition de projets d'adaptation des écosystèmes forestiers au changement climatique.

SOURCE

Adaptation of forest ecosystems and the forest sector to climate change. Carmenza Robledo, Claudio Forner. FAO, 2005. 88 p.
www.intercooperation.ch/offers/download/AdaptationOfForestEcosystems.pdf
 La version espagnole sera accessible à la même adresse dès mai 2006.



Les relations entre l'adaptation au changement climatique et les services environnementaux et sociaux des écosystèmes forestiers (illustration à la page 48 de la publication mentionnée sous « source »).

InfoResources News est publié cinq fois par année en anglais, français et espagnol, en version électronique et imprimée. Ce bulletin d'information est gratuit et peut-être commandé à l'adresse ci-dessous.

InfoResources est un service d'information en matière de ressources naturelles dans le cadre de la coopération internationale, et s'appuie sur trois centres : *Infoforest / Intercooperation*, *Info Service CDE* et *InfoAgrar*. Ce service est financé par la Direction du Développement et de la Coopération (DDC).

Equipe de rédaction :
 Ruth Wenger, Susanne Wymann von Dach, Felix Hintermann

Contact :
InfoResources
 Länggasse 85
 3052 Zollikofen
 Tel. : +41 31 910 21 91
 Fax : +41 31 910 21 54
info@inforesources.ch
www.inforesources.ch